

Publications périodiques

Comptes annuels

AMERICAN EXPRESS CARTE FRANCE

Société anonyme au capital de 77.873.000 euros.

Siège social : 4, rue Louis Blériot – 92561 Rueil Malmaison Cedex

313 536 898 R.C.S. Nanterre

Comptes annuels au 31/12/2017 approuvés par l'assemblée générale mixte du 23/05/2018.

I. — Bilan et hors-bilan

(En euros.)

Actif	31/12/2017	31/12/2016
Caisse, banques centrales, C.C.P.	435 406,46	494 366,01
Effets publics et valeurs assimilées		
Créances sur les établissements de crédit	20 051 953,43	7 996 187,16
Opérations avec la clientèle	1 387 342 464,73	1 014 617 135,74
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenue à long terme		
Parts dans les entreprises liées		
Crédit-bail et location avec option d'achat		
Location simple		
Immobilisations incorporelles	3 339 441,20	1 363 950,23
Immobilisations corporelles	8 012 420,42	9 596 205,60
Capital souscrit non versé		
Actions propres		
Comptes de négociation et de règlement		
Autres actifs	28 634 490,25	31 853 482,43
Compte de régularisation	14 339 242,00	23 244 369,94
TOTAL DE L'ACTIF	1 462 155 418,47	1 089 165 697,11

PASSIF	31/12/2017	31/12/2016
Banques centrales, C.C.P.		
Dettes envers les établissements de crédit	884 279 231,22	505 381 235,15
Opérations avec la clientèle	266 269 268,25	255 795 761,48
Dettes représentées par un titre		
Autres passifs	39 201 534,57	42 807 256,23
Comptes de régularisation	68 293 587,60	77 863 109,64
Comptes de négociations et de règlement		
Provisions	40 666 993,22	55 458 929,06
Dettes subordonnées		
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)		
Capitaux propres (hors FRBG)	163 444 797,61	151 859 425,55
Capital souscrit	77 873 000,00	77 873 000,00
Primes d'émission	11 560 917,80	11 560 917,80
Réserves	7 815 083,83	7 815 083,83
Ecart de réévaluation		
Provisions réglementées et subventions d'investissement		
Report à nouveau	54 610 423,92	47 388 358,74
Résultat de l'exercice	11 585 372,06	7 222 065,18
TOTAL DU PASSIF	1 462 155 418,47	1 089 165 697,11

HORS-BILAN	31/12/2017	31/12/2016
ENGAGEMENTS DONNES		
Engagement de financement		4 066 387,00
Engagement de garantie		
Engagements sur titres		
ENGAGEMENT RECUS		
Engagement de financement		
Engagement de garantie	300 000,00	300 000,00
Engagement sur titres		

II. — Compte de résultat

(En euros.)

	31/12/2017	31/12/2016
+ Intérêts et produits assimilés	1 751 159,13	2 101 604,25
- Intérêts et charges assimilées	704 392,47	657 245,92
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées		
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées		
+ Produits sur opérations de location simple		
- Charges sur opérations de location simple		
+ Revenus des titres à revenus variable		
- Commissions (produits)	272 125 237,50	272 767 702,35
- Commissions (charges)	20 335 222,93	19 514 014,94
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	229 249,11	- 78 437,07
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		
+ Autres produits d'exploitation bancaire	8 945 177,74	9 007 786,01
- Autres charges d'exploitation bancaire	31 916 212,34	28 297 043,14
PRODUIT NET BANCAIRE	230 394 995,74	235 330 351,54
- Charges générales d'exploitation	196 861 370,80	200 885 796,25
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	2 673 955,49	2 804 504,06
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	30 859 669,45	31 640 051,23
+/- Coût du risque	- 19 067 495,52	- 19 847 932,05
RESULTAT D'EXPLOITATION	11 792 173,93	11 792 119,18
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	- 1 433,87	
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	11 790 740,06	11 792 119,18
+/- Résultat exceptionnel		
- Impôt sur les bénéfices	205 368,00	4 570 054,00
+/- Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées		
RESULTAT NET	11 585 372,06	7 222 065,18

III. — Annexe

I - EVENEMENTS SIGNIFICATIFS

Le résultat de l'exercice se solde par un résultat positif de 11 585 372 Euros alors qu'il était bénéficiaire de 7 222 065 Euros en 2016.

La société affiche une croissance de 6,2 % de sa facturation clients par rapport à 2016. L'activité de carte de paiement du segment « Particuliers » progresse mieux (+ 6,7 %) que celle du segment « Entreprises » (+ 5,7 %). L'activité des cartes de crédit est en baisse de - 88,4 % et est en cours d'extinction totale.

A ce sujet, la Direction des Agréments, des Autorisations et de la Réglementation de l'ACPR a notifié à notre société par un courrier du 10 juillet 2017 le retrait d'agrément en qualité de société de financement par décision en date du 6 juillet 2017. En conséquence, notre société est désormais agréée en qualité d'établissement de paiement en vue de fournir les services de paiement 2°, 4° b) et 5° mentionnés à l'article L. 314-1 II du Code Monétaire et Financier.

Le Plan de Sauvegarde de l'Emploi validé en 2015 avec la suppression totale de 76 positions est dans sa phase finale.

Au cours de l'exercice, 47 collaborateurs ont été indemnisés et 3 sont toujours en congés de reclassement. Pour rappel, 2 collaborateurs avaient été indemnisés en 2015 et 24 en 2016.

Une vérification de la comptabilité effectuée par la 27^{ème} brigade de la Direction des Vérifications Nationales et Internationales s'est déroulée sur la période du 22 mars 2017 au 25 juillet 2017 et portait sur les exercices clos les 31 décembre 2014, 2015 et 2016. Elle faisait suite à celle réalisée pour les exercices 2012 et 2013 et portait sur les mêmes éléments.

Cette vérification s'est soldée par une notification de redressement portant sur la taxe sur la valeur ajoutée et sur la taxe sur les salaires d'un montant de 35 375 743 Euros pour les trois exercices. La société s'est acquittée du règlement de ces sommes en date du 17 janvier 2018.

La société conteste le bien-fondé de ce redressement de la même façon que le premier.

Nous avons déposé une réclamation contentieuse en contestation de l'avis de mise en recouvrement le 28 novembre 2017 pour les exercices 2012 et 2013 et nous allons procéder de même pour les exercices 2014, 2015 et 2016 avec les mêmes arguments de défense.

Par conséquent, le montant de la créance sur l'Etat est désormais de 53 868 207 Euros depuis le 17 janvier 2018. L'administration devrait en toute logique rejeter nos arguments dans un délai de 6 mois et cette décision de rejet permettra la saisine du Tribunal Administratif.

Ainsi sur la base des conseils fournis par nos avocats et compte tenu de la décision de contester ce redressement fiscal devant le tribunal administratif, nous avons décidé de ne pas enregistrer de provision pour ce litige avec l'Etat.

II - EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE SIGNIFICATIFS

Nous avons été informés en mars 2018 du redressement judiciaire du client Corporate Ludendo qui nous laisse une créance impayée de 5,7 millions d'Euros. A ce titre, une dotation aux provisions pour dépréciation des créances a été comptabilisée pour 5 732 000,00 Euros.

En contrepartie, un produit du même montant a été enregistré en commission « d'Incentive Fee » à percevoir de notre société mère aux Etats-Unis qui assure un résultat minimum garanti conformément au contrat.

III - REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du règlement 2014-07 de l'ANC applicables aux établissements de crédit, ainsi qu'aux principes comptables généralement admis en France.

Les comptes annuels comprennent le bilan, le compte de résultat et l'annexe qui complète l'information donnée par les deux premiers documents.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

1. Crédits à la clientèle

Les crédits à la clientèle sont comptabilisés conformément au règlement CRC n° 2002-03 relatif au traitement comptable du risque de crédit et modifié par le règlement CRC n° 2005-03.

Les crédits sont portés au bilan pour leur montant nominal lorsque les intérêts sont payables à terme échu. Lorsque les intérêts sont précomptés, les crédits sont portés au bilan pour leur montant brut constitué de la somme mise à la disposition du client, majorée des intérêts payés d'avance. En contrepartie, ces derniers sont enregistrés dans un compte de régularisation au passif du bilan.

Les crédits sont transférés en créances douteuses dès lors qu'ils sont porteurs d'un risqué de crédit avéré, c'est à dire lorsqu'il est probable que tout ou partie des sommes ne seront pas perçues et ce, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

Dans la mesure où les encours sont composés d'un volume important de créances de faible montant et présentant des caractéristiques similaires, American Express Carte France a identifié ses créances douteuses à l'aide d'une approche statistique. De même, les pertes prévisionnelles (dépréciations) ont été estimées sur une base statistique permettant de valider les dépréciations pratiquées. D'une façon générale, cette base tient compte des niveaux de pertes historiquement constatées ainsi que des évolutions constatées ou anticipées de nature à modifier les probabilités de pertes effectives.

Parmi les créances douteuses, sont identifiées comptablement les créances douteuses compromises. Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé.

De manière générale, les encours douteux de plus de 6 mois sont réputés compromis et sont provisionnés en totalité.

Lorsqu'American Express Carte France estime que la créance est définitivement irrécouvrable, une perte est enregistrée.

2. Immobilisations

Les immobilisations incorporelles sont principalement constituées de concessions de logiciels. Elles sont amorties selon le mode linéaire sur un an.

Les immobilisations corporelles évaluées à leur coût d'acquisition nette de la TVA récupérable. Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie probable d'utilisation des biens et selon le mode linéaire. Les durées pratiquées sont les suivantes :

• Constructions	Linéaire sur 25 ans
• Installations générales, agencements et aménagements.....	Linéaire sur 8 ans
• Matériel de transport	Linéaire sur 4 ans
• Matériel de bureau	Linéaire sur 5 ans
• Matériel informatique	Linéaire sur 3 ans
• Mobilier de bureau	Linéaire sur 10 ans

La valeur d'entrée d'une immobilisation peut être décomposée en autant d'éléments lorsque les composants :

- ont une durée réelle d'utilisation différente de celle de l'immobilisation à laquelle ils se rattachent,
- font l'objet de remplacements au cours de la durée réelle d'utilisation de l'immobilisation à laquelle ils se rattachent,
- représentent un élément substantiel de l'immobilisation.

3. Provisions pour fraude

La provision pour risque de fraude a été supprimée en septembre 2015 par le fait que les fraudes sont désormais immédiatement détectées et directement passées en pertes.

4. Provision pour risque de crédit

La provision pour risque de Crédit correspond à l'estimation du montant nécessaire pour couvrir les pertes inhérentes à la gestion du portefeuille des encours des porteurs de cartes.

La dépréciation est calculée selon une méthode statistique qui tient compte de différents indicateurs, tels que le taux moyen de pertes observées à plusieurs stades de maturité (courant, 30 jours, 60 jours, 90 jours) sur une période totale de 12 mois et le taux moyen de cessation de paiement et de recouvrement. L'assiette de calcul correspond à la somme des créances échues à la date de clôture.

5. Dépréciation des créances douteuses

Les créances de plus de 180 jours sont classées en encours douteux compromis et provisionnées en totalité. A l'obtention d'un certificat d'irrécouvrabilité ou lorsque les créances impayées sont supérieures à 4 ans, ces créances sont passées en pertes.

6. Programme de fidélisation Membership Reward

Le programme Membership Reward est un programme mondial de fidélisation des porteurs de cartes American Express. Il permet aux titulaires de cumuler des points cadeaux en fonction du type de carte détenue et des dépenses réglées à l'aide de celle-ci. Les cartes haut de gamme offrent la possibilité de doubler ces points sur certains achats. Les points acquis sont utilisables auprès de plus de 1300 partenaires proposant un large éventail de prestations ou de services, comme des offres de voyage, de marchandises ou de bons cadeaux. Il n'existe aucune limite dans le temps sauf pour les cartes annulées, ni un minimum de points à acquérir avant utilisation. Une très grande majorité des titulaires ont accès au programme qui est en constante augmentation. Les coûts de ce programme sont considérés comme des dépenses de publicité, étant donné que l'avantage se matérialise par davantage de revenus, un ralentissement des annulations et une accélération des règlements.

La charge relative au programme est comptabilisée au passif du bilan en provision pour charges.

La méthode de calcul repose sur un taux d'utilisation finale et tient compte du comportement des porteurs de cartes de manière prospective. La dette est enregistrée au bilan en multipliant le nombre de points par le coût moyen que représente ce point. Le taux d'utilisation repose sur plusieurs facteurs, tels que l'observation du comportement des titulaires, des types de produits offerts, l'année de lancement du programme et le niveau de dépenses des titulaires. L'observation du comportement permet d'extrapoler les futures remontées sur les dépenses actuelles. Le coût moyen d'un point est également fonction des utilisations de points.

7. Engagements en matière d'indemnités de départ en retraite et de primes d'ancienneté

Une provision pour indemnité de départ en retraite et pour primes d'ancienneté est constituée pour tout le personnel permanent et est réactualisée chaque année. La provision pour primes d'ancienneté a été revalorisée au cours de l'exercice 2014 et une provision pour longue activité a été instaurée à la même date.

- a) L'indemnité de départ en retraite est calculée selon un mode actuariel tenant compte de l'âge de départ, la mortalité, l'ancienneté et la rotation du personnel. L'indemnité de départ en retraite de l'activité Agence de voyages se calcule selon les usages de la profession.
- b) Les primes d'ancienneté versées après 20, 30 et 40 ans d'ancienneté font l'objet d'un traitement analogue. La prime d'ancienneté pour les salariés de l'activité d'Agence de Voyages se calcule selon les usages de la profession.
- c) Les primes de longue activité versées après 15, 25 et 35 ans d'ancienneté ont été dénoncées par la société auprès de la DIRECCTE et ont pris fin le 20 mai 2016 après un délai de 15 mois de la date de dépôt de la dénonciation. Seule, la prime de longue activité de 25 ans a été réintroduite et valorisée à 1,500 Euros.

8. Comptabilisation des charges et des produits

Intérêts et commissions

Les intérêts sont enregistrés au compte de résultat prorata temporis.
Les commissions sont établies sur un an, selon leur durée d'existence.

Revenus des titres de participation, des titres de l'activité de portefeuille et de placement

Les revenus des actions et autres titres à revenu variable sont enregistrés à l'encaissement
Les revenus des obligations et autres titres à revenu fixe sont comptabilisés prorata temporis

9. Impôts sur les sociétés

Une provision pour impôts sur les bénéfices a été comptabilisée sur l'exercice 2017.

NOTES SUR LE BILAN

Créances clients

Les créances clients représentent les montants dus par les titulaires de carte de paiement et sont comptabilisées dès lors que la transaction est enregistrée dans un établissement. Les créances figurent au bilan pour leur montant brut incluant les transactions et les cotisations correspondantes.

Différés de remboursement par l'utilisation de cartes de crédit

Les différés de remboursement représentent le montant dû par les titulaires de cartes de crédit et sont comptabilisés dès lors que la transaction est enregistrée dans un établissement. Les créances figurent au bilan pour leur montant brut incluant les transactions, les cotisations correspondantes et les intérêts.

Les règles de la société préconisent de cesser d'enregistrer des intérêts dès lors que l'encours d'un titulaire dépasse 180 jours.

Programme Membership Rewards

Les points acquis dans le cadre du programme de fidélisation Membership Rewards et non encore utilisés demeurent en Provision pour charges en ce qui concerne le programme propriétaire et en Dettes Fournisseurs – factures non encore parvenues pour le programme partenaire.

Contrat de garantie Air France KLM

Un montant minimum garanti est versé pour l'activité « Consumer » au début de chaque période de référence à Air France KLM et est déprécié sur la durée en question, c'est-à-dire du 1^{er} juin au 31 mai de l'exercice suivant.

Un montant minimum garanti est également versé pour l'activité « Corporate » au début de chaque période de référence à Air France KLM à l'exception de la première année. Pour la première année, le montant est versé à la fin de la période de référence. Ce montant est déprécié sur la durée en question, c'est-à-dire du 1^{er} juin au 31 mai de l'exercice suivant.

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Produits

Commissions

La société perçoit une commission de 1,15 % sur toutes les dépenses réalisées par les titulaires de cartes dans le cadre d'un contrat de licence avec American Express TRS Co. Cependant, la réglementation européenne imposant un « Inter-change Fee » maximum de 0.3 % pour les établissements affiliés par un tiers, la société ne perçoit que 0.3 % sur les dépenses réalisées par les titulaires de cartes dépensant dans un établissement de l'union européenne affilié par un tiers.

Produit financier sur l'activité carte de crédit

Le taux de crédit accordé aux titulaires de cartes de crédit Optima est calculé comme suit : taux Eonia + marge de 6 %

Cotisations

Les cotisations sont comptabilisées en produits et étalées pendant la période en question, nettes de la provision pour remboursement en cas d'annulation.

Autres commissions

Les autres commissions telles que les frais d'impayés, les intérêts de retard et les commissions d'assurance sont comptabilisées dès lors qu'elles sont facturées aux clients.

Incentive Fee

Dans le cadre d'un accord signé avec American Express TRS Co notre maison-mère, celle-ci garantit à American Express Carte France un résultat courant avant impôt minimum, égal à 10 % des dépenses éligibles comme mentionné dans l'accord.

NOTES SUR LE BILAN**Note 1 - CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT**

Les créances sur les établissements de crédit s'analysent comme-suit :

	2016					2017				
	< =3 mois	> 3 mois	> 1 an	> 5 ans	Total	< 3 mois	> 3 mois	> 1 an	> 5 ans	Total
Comptes ordinaires débiteurs	7 996 187	0	0	0	7 996 187	20 051 953	0	0	0	20 051 953
Prêts et comptes à terme	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Créances douteuses	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
(Dépréciations sur créances douteuses)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Net	7 996 187	0	0	0	7 996 187	20 051 953	0	0	0	20 051 953
Dont : Intérêts courus et échus à recevoir	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

La part des opérations effectuées avec des établissements liés, filiales et participations, est la suivante :

	2016			2017		
	Entreprises liées	Autres	Total	Entreprises liées	Autres	Total
Comptes ordinaires débiteurs	0	0	0	0	0	0
Prêts et comptes à terme	0	0	0	0	0	0
Créances rattachées	147 766	0	147 766	211 738	0	211 738
Total	147 766	0	147 766	211 738	0	211 738

Note 2 – CREDITS A LA CLIENTELE

Les crédits à la clientèle, par durée restant à courir, s'analysent comme suit :

	2016					2017				
	< = 3 mois	> 3 mois	> 1 an	> 5 ans	Total	< = 3 mois	> 3 mois	> 1 an	> 5 ans	Total
Comptes ordinaires débiteurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Créances commerciales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Crédits de trésorerie	1 005 009 584	7 447 155	1 313 146	0	1 013 769 885	1 381 996 425	1 606 813	2 844 326	0	1 386 447 564
Crédits à l'équipement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Crédits à l'habitat	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres crédits à la clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Créances douteuses	50 351 215	0	0	0	50 351 215	54 706 331	0	0	0	54 706 331
Dépréciation sur créances douteuses	- 49 503 964	0	0	0	- 49 503 964	- 53 811 429	0	0	0	- 53 811 429
Total Net	1 005 856 835	7 447 155	1 313 146	0	1 014 617 136	1 382 891 327	1 606 813	2 844 326	0	1 387 342 466
Dont : Intérêts courus et échus à recevoir					0					0

La part des opérations effectuées avec des établissements liés, filiales et participations, est la suivante :

	2016			2017		
	Entreprises liées	Autres	Total	Entreprises liées	Autres	Total
Autres créances						
* créances AEEL	2 148 284	0	2 148 284	169 405	0	169 405
* compte courant AEHF	6 730 987	0	6 730 987	4 570 072	0	4 570 072
Total	8 879 271	0	8 879 271	4 739 477	0	4 739 477

Note 3 – DETTES VIS-A-VIS DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET DE LA CLIENTELE

Les dettes vis-à-vis des établissements de crédit et de la clientèle s'analysent comme suit :

	2016					2017				
	< 3 mois	> 3 mois	> 1 an	>5 ans	Total	< 3 mois	> 3 mois	> 1 an	> 5 ans	Total
Interbancaires :										
Comptes ordinaires créditeurs	505 381 235	0	0	0	505 381 235	884 279 237	0	0	0	884 279 237
Emprunts et comptes à terme	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dettes rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Clientèle :										
Comptes ordinaires créditeurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts et comptes à terme	111 148 180	104 647 561	40 000 000	0	255 795 741	50 432	0	266 218 837	0	266 269 269
Autres sommes dues	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dettes rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Net	616 529 415	104 647 561	40 000 000	0	761 176 976	884 329 669	0	266 218 837	0	1 150 548 506
Dont : Intérêts courus et échus à payer	0	0	0	0	0	50 432	0	0	0	50 432

La part des opérations effectuées avec des établissements liés, filiales et participations, est la suivante :

	2016			2017		
	Entreprises liées	Autres	Total	Entreprises liées	Autres	Total
Interbancaires :						
Comptes ordinaires créditeurs	449 523 636	55 857 599	505 381 235	820 267 898	64 011 339	884 279 237
Emprunts et comptes à terme	0	0	0	0	0	0
Dettes rattachées	0	0	0	0	0	0
Clientèle :						
Comptes ordinaires créditeurs	0	0	0	0	0	0
Emprunts et comptes à terme	255 795 741	0	255 795 741	266 269 268	0	266 269 268
Autres sommes dues	0	0	0	0	0	0
Dettes rattachées	0	0	0	0	0	0
Total	705 319 377	55 857 599	761 176 976	1 086 537 166	64 011 339	1 150 548 505

Note 4 – AUTRES ACTIFS

Le poste du bilan "Autres Actifs" est constitué des éléments suivants :

	2016	2017
Instruments conditionnels achetés	0	0
Instruments de taux	0	0
Comptes de stocks et emplois divers	0	0

Autres créances :		
* Personnel et comptes rattachés	339 692	258 815
* Etat et autres collectivités	20 535 724	21 657 564
* Groupe et associés	8 879 271	4 739 477
* Débiteurs divers	2 098 795	1 978 634
Total	31 853 482	28 634 490

Note 5 - COMPTES DE REGULARISATION ACTIF

Les comptes de régularisation actif comprennent les éléments suivants :

	2016	2017
Pertes sur instruments financiers à terme :		
* potentielles sur contrats de couverture d'instruments financiers à terme non dénoués	0	0
* à étaler sur contrats de couverture d'instruments financiers à terme dénoués	0	0
Charges à répartir	0	0
Charges constatées d'avance	23 244 370	14 339 242
Produits à recevoir	0	0
Autres comptes de régularisation	0	0
Total	23 244 370	14 339 242

Note 6 – AUTRES PASSIFS

Le poste du bilan " Autres Passifs " est constitué des éléments suivants :

	2016	2017
Instruments conditionnels vendus	0	0
Dettes représentatives de titres empruntés	0	0
Dettes de titres	0	0
Comptes de règlements et créditeurs divers :	0	0
* Personnel et comptes rattachés	11 781 281	14 070 085
* Sécurité sociale et autres organismes sociaux	4 553 793	3 773 280
* Etat et autres collectivités	7 531 524	4 046 270
* Groupe et associés	0	0
* Créditeurs divers	18 940 658	17 311 899
Versements restant à effectuer	0	0
Total	42 807 256	39 201 534

Note 7 – COMPTES DE REGULARISATION PASSIF

Les comptes de régularisation passif comprennent les éléments suivants :

	2016	2017
Comptes d'encaissement et de transfert	0	0
Comptes d'ajustement et d'écart	0	0
Gains sur instruments financiers à terme :		
* potentiels sur contrats de couverture d'instruments financiers à terme non dénoués	0	0
* à étaler sur contrats de couverture d'instruments financiers à terme dénoués	0	0
Produits à répartir	0	0
Produits constatés d'avance	33 661 761	35 211 248
Charges à payer	44 201 349	33 082 340
Autres comptes de régularisation	0	0
Total	77 863 110	68 293 588

Note 8 - IMMOBILISATIONSVariations des valeurs brutes

	Valeur Brute au début de l'Exercice	Acquisitions Apports	Cessions Transferts	Valeur Brute à la En de l'Exercice
INCORPORELLES :				
Frais d'Etablissement	0	0	0	0
Autres postes d'immos incorporelles	4 138 299	3 071 020	2 179 456	5 029 863
CORPORELLES :				
Terrains	3 850 387	0	0	3 850 387
Constructions	28 635 573	430 203	47 072	29 018 704
Installations sur Constructions	6 341 696	0	0	6 341 696
Installations Techniques	0	0	0	0
Installations Générales Diverses	0	0	0	0
Matériel de Transport	0	0	0	0
Matériel de Bureau, Informatique et Mobilier	6 086 617	312 751	1 781 920	4 617 448
Immobilisations en cours	1 058 217	0	746 879	311 338
Total Général	50 110 789	3 813 974	4 755 327	49 169 436

Amortissements

	Amortissement au début de l'Exercice	Dotations de l'Exercice (linéaires)	Amortissement des sorties d'Actif	Amortissement à la Fin de l'Exercice
INCORPORELLES :				
Autres immos incorporelles	2 774 348	1 095 529	2 179 456	1 690 421
CORPORELLES :				
Constructions	25 113 085	1 072 274	47 072	26 138 287
Installations sur Constructions	6 341 696	0	0	6 341 696
Installations Techniques	0	0	0	0
Installations Générales Diverses	0	0	0	0
Matériel de Transport	0	0	0	0
Matériel de Bureau, Informatique et Mobilier	4 921 503	506 153	1 780 486	3 647 170
Total Général	39 150 632	2 673 956	4 007 014	37 817 574

Note 9 - PROVISIONS

Les provisions destinées à couvrir des risques que des événements intervenus en cours rendent probables, mais dont la réalisation est incertaine, sont les suivantes :

Nature	Valeur au 01/01/2017	Augmentations	Diminutions	Valeur au 31/12/2017
Provisions réglementées :	0	0	0	0
Total	0	0	0	0
Provisions pour risques & charges :				
* Litiges salariés / prud'homme	456 295	83 884	96 000	444 179
* Autres litiges	89 485	250 000	89 485	250 000
* Indemnités de licenciement	1 255 990	3 695 037	1 740 944	3 210 083
* PSE	22 155 430	0	16 793 188	5 362 242
* Risque annulation cotisation	202 000	27 133	0	229 133
* Engagements de retraite	1 750 030	48 380	0	1 798 410

* Primes médaille du travail	3 015 655	0	63 781	2 951 874
* Pénalités de retard annulées	154 483	0	54 405	100 078
* Programme Membership Rewards prop.	26 374 793	11 787 046	11 859 699	26 302 140
* Autres	4 768	14 085	0	18 853
Total	55 458 929	15 905 565	30 697 502	40 666 992
Provisions pour dépréciation :				
* Participations	0	0	0	0
* Comptes clients compromis	39 395 293	14 845 032	14 555 126	39 685 199
* Comptes clients non compromis	10 108 672	14 126 230	10 108 672	14 126 230
* Comptes clients TLS	0	0	0	0
* Créances rattachées participations	0	0	0	0
Total	49 503 965	28 971 262	24 663 798	53 811 429
Total Général	104 962 894	44 876 827	55 361 300	94 478 421
Dotations et reprises	- d'exploitation - financières - exceptionnelles	44 876 827	55 361 300	

Note 10 - CAPITAL

Le capital social entièrement libéré se compose de 5 108 131 actions de 15,245 Euros chacune, et est détenu à 99,99 % par American Express France SAS.

Note 11 - EVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES

Les mouvements intervenus au cours de l'exercice sur les capitaux propres sont les suivants :

	A nouveau au 01/01/2017	Affectation résultat de l'exercice précédent	Prélèvement sur les réserves	Augmentation de capital	Solde au 31/12/2017
Capital social	77 873 000	0	0	0	77 873 000
Primes liées au capital	11 560 918	0	0	0	11 560 918
Réserve légale	7 787 300	0	0	0	7 787 300
Réserves statutaires	0	0	0	0	0
Réserves réglementées					
* de + value à long	0	0	0	0	0
* autres	0	0	0	0	0
Autres réservés	27 784	0	0	0	27 784
Report à nouveau	47 388 358	7 222 065	0	0	54 610 423
Capitaux propres avant résultat de l'exercice	144 637 360	7 222 065	0	0	151 859 425
Résultat de l'exercice	11 585 372	0	0	0	11 585 372

NOTES SUR LE HORS-BILAN**Note 1 - ENGAGEMENTS DONNES**

Néant

Note 2 - ENGAGEMENTS RECUS

Il s'agit d'un engagement de garantie donné par la banque Standard Chartered Bank de Francfort permettant à la société d'exercer son activité de courtage en assurances.

NOTES SUR LE RESULTAT

Note 1 - COMMISSIONS

Les produits et charges de l'exercice s'analysent comme suit, par nature de commissions :

	2016		2017	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations avec les établissements de crédit	0	0	0	0
Opérations avec la clientèle	272 767 702	19 514 015	272 425 238	20 335 223
Opérations de change	0	0	0	0
Opérations sur instruments à terme	0	0	0	0
Prestations de services pour le compte de tiers	0	0	0	0
Total	272 767 702	19 514 015	272 425 238	20 335 223

Note 2 - FRAIS DE PERSONNEL

Les charges de personnel de l'exercice se composent des éléments suivants :

	2016	2017
Salaires et traitements	42 477 446	46 983 835
Charges sociales	21 011 331	22 577 260
Total	63 488 777	69 561 095
Dont :		
* Charges de retraites	15 003 809	16 053 692
* Participation des salariés	312 842	0

Les effectifs moyens 2016 et 2017 s'analysent comme suit :

	2016	2017
Femmes	343	350
Hommes	222	221
Total	565	571

Note 3 - PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

	2016	2017
Produits exceptionnels	0	0
Charges exceptionnelles	0	0
Net	0	0

Note 4 – IMPOT SUR LES SOCIETES

Pour rappel, le résultat fiscal de la société est intégré dans le groupe de la société American Express Holdings France SAS.

	2016	2017
Impôt courant		
* Impôt sur résultat courant	4 570 054	205 368
* Impôt sur résultat exceptionnel	0	0
Total	4 570 054	205 368
Impôt différé		
* Report en arrière du déficit	0	0
Total	4 570 054	205 368

La charge d'impôts avait augmenté de manière significative en 2015 en raison principalement de la réintégration des provisions des indemnités légales conventionnelles du plan social pour 13,5 millions d'Euros et est presque nulle en 2017 compte tenu de la reprise de 11,2 millions d'Euros de ces mêmes indemnités.

Note 5 - CONSOLIDATION

Les comptes annuels de la société AECF sont inclus suivant la méthode d'intégration globale dans les comptes consolidés d'American Express Company, à New York aux Etats-Unis.

Note 6 - COUT DU RISQUE

La répartition du coût du risque est la suivante :

	2016	2017
Provision crédit et fraude		
* Dotation	26 778 566	28 971 262
* Reprisé	- 25 672 714	- 27 894 300
* Reconstitution stock clients douteux	0	0
Sous-total	1 105 852	1 076 962
Pertes & profits		
* Pertes couvertes par des provisions	17 337 775	16 689 182
* Pertes non couvertes par des provisions	1 404 305	1 301 352
- Profits sur crédits BTA	0	0
Sous-total	18 742 080	17 990 534
Total	19 847 932	19 067 496

Note 7 – VENTILATION GEOGRAPHIQUE DES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE

Il est présenté ci-après une ventilation entre l'activité réalisée en métropole et à l'étranger des produits et des charges d'exploitation bancaire.

	2016			2017		
	Métropole	Etranger	Total	Métropole	Etranger	Total
Intérêts et produits assimilés :						
Opérations interbancaires et de trésorerie :						
+ Produits	2 101 604	0	2 101 604	1 751 159	0	1 751 159
- Charges	657 246	0	657 246	704 392	0	704 392
= Net	1 444 358	0	1 444 358	1 046 767	0	1 046 767
Opérations avec la clientèle :						
+ Produits	9 007 786	0	9 007 786	8 945 178	0	8 945 178
- Charges	0	0	0	0	0	0
= Net	9 007 786	0	9 007 786	8 945 178	0	8 945 178
Autres charges et produits assimilés :						
+ Produits	0	0	0	0	0	0
- Charges	28 297 043	0	28 297 043	31 916 212	0	31 916 212
= Net	- 28 297 043	0	- 28 297 043	- 31 916 212	0	- 31 916 212
Commissions :						
+ Produits	81 720 255	191 047 447	272 767 702	84 680 758	187 744 479	272 425 237
- Charges	19 514 015	0	19 514 015	20 335 223	0	20 335 223
= Net	62 206 240	191 047 447	253 253 687	64 345 535	187 744 479	252 090 014
Opérations financières :						
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles	- 78 437	0	- 78 437	229 249	0	229 249
Résultat d'exploitation bancaire	44 282 904	191 047 447	235 330 351	42 650 517	187 744 479	230 394 996

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes pour l'exercice 2017 se décomposent comme suit :

	PricewaterhouseCoopers Audit	Cailliau Dedouit et Associés
(en milliers d'euros HT)		
Certification des comptes individuels et examen limité	147	36.5
Services autres que la certification des comptes (1)	32	

(1) Les prestations fournies couvrent les SACC fournis à la demande de l'entité, correspondant aux procédures convenues avec l'entité Air France KLM, ainsi qu'au rapport OTI.

IV. — Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2017

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'administration, décide d'affecter la totalité du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2017, soit un bénéfice net comptable de 11.585.372,06 euros, au compte " Autres Réserves ".

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels. (Exercice clos le 31 décembre 2017)

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société AMERICAN EXPRESS CARTE FRANCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne :

Risque lié aux conséquences d'un redressement fiscal

La note I « Evénements significatifs » de l'annexe décrit les hypothèses retenues par la société pour justifier l'absence de comptabilisation de provisions pour risques au 31 décembre 2017 dans le cadre du redressement fiscal en cours de contestation par American Express Carte France.

Dans le cadre de notre appréciation des estimations comptables, nos travaux ont consisté à apprécier le caractère raisonnable des estimations retenues après consultation des échanges réalisés entre la société et ses conseils et des réponses adressées à l'administration fiscale.

Risque de non-recouvrement des créances liées à son activité

Comme indique dans le paragraphe I de la note III « Règles et méthodes comptables » de l'annexe, votre société constitue des provisions pour couvrir les risques avérés de non-recouvrement de créances, inhérents à ses activités.

Nous avons examiné le dispositif mis en place par la direction pour identifier et évaluer ces risques ainsi que pour déterminer le montant des dépréciations qu'elle estime nécessaire, et nous avons vérifié que les estimations comptables qui en résultent s'appuient sur des méthodes documentées conformes aux principes décrits dans la note III de l'annexe aux Etats Financiers.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine et à Paris, le 7 mai 2018,

Les commissaires aux comptes,

PricewaterhouseCoopers Audit,
Pierre Clavié ;

Cailliau Dedouit et Associés,
Laurent Brun.

VI. — Rapport de gestion.

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social.